

## 2. Tableau de synthèse

Exercice 2013

CHARGES	Prévision	Réalisation	%	PRODUITS	Prévision	Réalisation	%
<b>Charges directes affectées à l'action</b>				<b>Res sources directes affectées à l'action</b>			
60- Achat	23000	5441	24	70 - Vente de marchandises, produits finis, prestations de services	800	887	111
Prestations de services	13000	436	3				
Achats matières et fournitures	6000	3316	55	74- Subventions d'exploitation	145000	50900	35
Autres fournitures	4000	1689	42	Etat: préciser le(s) ministère(s) sollicité(s) : éducation nationale	20000	2000	10
61 - Services extérieurs	48335	16188	33	- 1er ministre	20000	18400	92
Locations Immobilières et mobilières	20000	9241	46	- sports, jeunesse, affaires sociales/santé/ affaires sociales/pers. âgées	50000	30500	61
Entretien et réparation	18000	5736	32	Région(s): justice	10000	0	0
Assurance	500	461	92	- intérieur	10000	0	0
Documentation	9835	749	8	Département(s) : ensef. sup	10000	0	0
Divers				- travail /formation	15000	0	0
62- autres services extérieurs	69800	26260	38	Intercommunalité(s) : EPCI <sup>1</sup>			
Rémunérations intermédiaires et honoraires	10000	4154	42	- outre -mer	10000	0	0
Publicité, publication	20800	4446	14	Commune(s) :			
Déplacements, missions	18000	11207	62	-			
Services bancaires, autres	12000	6454	54	Organismes sociaux (détailler) :			
63 - Impôts et taxes	750	1194	159	-			
Impôts et taxes sur rémunération	750		0	Fonds européens			
Autres impôts et taxes		1194					
64- Charges de personnels	13700	17256	126	L'agence de services et de paiement (ex-CNASEA - emplois aidés)			
Rémunération des personnels	8500	6518	100	Autres établissements publics			
Charges sociales	5200	8738	168	Aides privées			
Autres charges de personne				78 - Autres produits de gestion courante		5585	
65- Autres charges de gestion courante	1500	351	23	Dont cotisations, dons manuels ou legs	5000	2928	59
66- Charges financières				76 - Produits financiers			
67- charges exceptionnelles	3000		0	78 - Reports ressources non utilisées d'opérations antérieures	7785	6317	81
68 - Dotation aux amortissements	5200		0				
<b>Charges indirectes affectées à l'action</b>				<b>CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES</b>			
Charges fixes de fonctionnement				86- Emplois des contributions volontaires en nature	0	0	0
Frais financiers				Secours en nature			
Autres				Mise à disposition gratuite de biens et prestations			
<b>Total des charges</b>	<b>185285</b>	<b>66689</b>	<b>40</b>	Personnel bénévole			
				<b>TOTAL</b>	<b>153585</b>	<b>63689</b>	<b>41</b>
				<b>Total des produits</b>	<b>153585</b>	<b>63689</b>	<b>41</b>
<p><b>La subvention de ....10000.€ représente <math>\frac{63689}{153585} \times 100 = 41,5\%</math> du total des produits:</b>  (montant attribué/total des produits) x 100.</p>							

<sup>1</sup> Ne pas indiquer les centimes d'euros

<sup>2</sup> L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements obtenus d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et prennent lieu de justificatifs. Aucun document complémentaire ne sera demandé si cette partie est complétée en indiquant les autres services et collectivités sollicités.

<sup>3</sup> Catégories d'établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre : communauté de communes; communauté d'agglomération ; communauté urbaine.

SIRET

RNA:

# 6-2. Compte rendu financier du programme global des actions 2013 : tableau de synthèse

Exercice 2013

CHARGES (3)	Prévision	Réalisatio	%	PRODUITS (3)	Prévision	Réalisation	%
<b>I. Charges directes affectées à l'action</b>				<b>I. Ressources directes affectées à l'action</b>			
60 – Achat	1 315	2 165		70 – Vente de produits finis, prestations de services, marchandises	5 492	4 114	
Variation de stock							
prestations de services							
Achats matières et fournitures				74- Subventions d'exploitation (2)	80 000	80 000	
Autres fournitures				Etat: Ministère des Solida. & Cohésion sociale			
61 - Services extérieurs	16 802	27 452					
Locations mobilières et immobilières				- Région(s):			
Entretien et réparation				Département(s):			
Assurance				Commune(s):			
Documentation							
Divers				Organismes sociaux (à détailler):			
62 - Autres services extérieurs	26 359	45 068		- Fonds européens			
Rémunérations intermédiaires et honoraires				CNASEA (emplois aidés)			
Publicité, publication Bulles				Autres aides, dons ou subventions affectées			
Déplacements, missions							
Services bancaires, autres (Affr,Site)							
63 - Impôts et taxes	4 691	6 580					
Impôts et taxes sur rémunération							
Autres impôts et taxes							
64- Charges de personnel	75 995	100 350					
Rémunération des personnels,							
Charges sociales,							
Autres charges de personnel)							
65- Autres charges de gestion courante	0	1		75 - Autres produits de gestion courante	25 722	6 078	
66- Charges financières	407	116		76 – Produits financiers	73 847	9 489	
67- Charges exceptionnelles	0	134 035		77 - Produits exceptionnels	2 312	7 123 326	
68- Dotation aux amortissements	7 998	27 980		78 – Reprises amort. & provisions	14 315	151 048	
69 – Autres Charges fixes de fonctionnement				79 – Autres produits Transfert de charges	1 879	2 127	
<b>TOTAL DES CHARGES</b>	<b>133 567</b>	<b>343 747</b>		<b>TOTAL DES PRODUITS</b>	<b>133 567</b>	<b>965 182</b>	
Résultat – Excédent. exceptionnel		621 435					
86- Emplois des contributions volontaires en nature	43 466	60 187		87 - Contributions volontaires en nature	43 466	60 187	
Secours en nature				Bénévolat			
Mise à disposition gratuite de biens et prestations				Prestations en nature			
Personnel bénévole				Dons en nature)			
<b>TOTAL</b>	<b>177 033</b>	<b>1 025 369</b>		<b>TOTAL</b>	<b>177 033</b>	<b>1 025 369</b>	

La subvention de 80 000 € représente 8,28 % du total des produits (hors contributions volontaires)

(1) cf. Arrêté du Premier ministre du 11 octobre 2006 portant fixation des modalités de présentation du compte rendu financier prévu par le quatrième alinéa de l'article 10 de la loi du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations.

(2) L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs. Aucun document complémentaire ne sera susceptible d'être demandé si cette partie est complétée en indiquant les autres services et collectivités sollicitées. (3) Ne pas indiquer les centimes d'euros.